

## Communiqué

### **“Position Commune Ouest Africaine vers la Session Extraordinaire des Nations Unies de 2016 sur les Problèmes liés aux Drogues”**

**20 janvier, 2016 à Accra, Ghana**

Nous, représentants des Ministères, des organismes chargés de l'application de la loi, les experts sur les politiques en matière de drogues et la société civile qui avons participé à la Consultation Régionale sur la réforme des politiques en matière de drogues sur le thème "*Vers UNGASS 2016*" qui s'est tenue à Accra, au Ghana du 19 au 20 Janvier 2016, qui a rassemblé 11 pays ouest africains à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cabo-Verde, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria, le Sénégal et la Serra Léone, avons, par la présente, fait la déclaration suivante :

**Réaffirmant** la Déclaration Politique et le Plan d'Action sur la Coopération Internationale, la Position Commune Africaine à l'égard de UNGASS, le Plan d'Action de l'Union Africaine sur la lutte contre la Drogue et le Plan d'Action Régional de la CEDEAO pour combattre le trafic, la production et la consommation de drogues et faisant appel aux Etats de l'Afrique de l'Ouest pour prendre des mesures nécessaires et mettre pleinement en œuvre les actions ici énoncées, afin d'atteindre au les délais les buts et objectifs fixés;

**Conscients** de la grave menace posée par la production et le trafic de drogues à la gouvernance, la paix, la stabilité et la croissance économique en Afrique de l'Ouest, une région affectée par des décennies de conflits ;

**Reconnaissant** les efforts consentis par les Etats membres pour se conformer aux dispositions de la Convention unique des Nations Unies sur les drogues de 1961 modifiée par le Protocole de 1972, de la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et de la Convention contre le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes de 1988 ;

**Conscients** de la grave menace posée par la consommation de drogues sur la santé publique et le développement social ;

**Conscients** de ce que les politiques actuelles en matière de lutte contre la drogue favorisent la violation des droits des consommateurs de drogues, affaiblissent le système de justice pénale, détériorent la santé publique, causent la prolifération de la violence, la propagation du VIH, des hépatites, de la tuberculose et empêchent de prendre des mesures efficaces de prévention, de traitement et de réhabilitation des toxicomanes ;

**Reconnaissant** que le trafic de drogues est un problème majeur qui menace la sécurité, la protection sociale, le développement économique et la stabilité politique en Afrique de l'Ouest;

**Se félicitant** que la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS 2016) sur les problèmes liés aux drogues offre à la région l'opportunité d'examiner les progrès réalisés par la Coopération Internationale face au problème mondial de la drogue ;

**Rappelant** que le problème mondial de la drogue demeure une responsabilité commune qui exige une coopération internationale efficace et accrue ;

**Recommandons** la prise en compte des contributions suivantes dans le document final de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2016 :

### **Drogues et santé**

- Promouvoir l'approche santé publique dans la lutte contre la drogue en plus des aspects sécuritaires et sureté nationale;
- Allouer des ressources suffisantes pour développer les centres spécialisés pour le traitement et la prise en charge des consommateurs de drogues,
- Intégrer la réduction des risques dans les politiques nationales de lutte contre les drogues pour compléter la réduction de la demande et de l'offre ;
- Mettre en place des programmes de réduction des risques et faciliter l'accès aux soins de santé dans les prisons;
- Rendre disponibles et accessibles les traitements de substitution et les mesures de réduction des risques pour les usagers de drogues ;
- Soutenir et créer un environnement favorable pour le secteur privé et les OSC pour les impliquer dans les services de traitement, de réadaptation et de réinsertion;

### **Drogue et crime**

- Doter les responsables en charge de l'application de la loi dans les zones frontalières de moyens suffisants pour répondre efficacement au trafic de drogue dans la région ;
- Renforcer les capacités techniques des institutions et organismes chargé de l'application de la loi ;
- Assurer un équilibre et une proportionnalité en ce qui concerne les politiques de l'offre et la demande de drogue et orienter la composante de sanction pénale punitive des politiques aux trafiquants, fournisseurs et producteurs de drogue;
- Veiller à l'application rigoureuse des lois à l'encontre des trafiquants de drogues et en particulier ceux qui ciblent les mineurs ;
- Promouvoir la collaboration entre Etats de la région afin d'augmenter la fréquence de l'identification et la saisie des avoirs des trafiquants de drogues et des cartels ;

### **Drogues et développement alternatif**

- Promouvoir les moyens de subsistance alternatifs pour les personnes, les familles et les groupes dont la situation les rend vulnérables aux activités de production de drogues illicites ;

- Explorer les possibilités de production commerciale de cannabis à des fins médicales, pharmaceutique, cosmétologique et industrielles,

### **Réformes politiques et juridiques**

- Allouer des ressources adéquates aux institutions de recherche pour produire des données afin de soutenir les politiques de drogue basées sur les preuves ;
- Reformuler les politiques de drogues en promouvant les approches de santé publiques et des droits humains en plus de l'approche criminelle ;
- Harmoniser les lois sur les drogues en Afrique de l'Ouest afin de minimiser les zones-paradis pour les trafiquants de drogue dans la région
- Promouvoir et opérationnaliser les mesures alternatives à l'incarcération ou les mécanismes de détention de la peine non privative de liberté pour une infraction mineure de drogue liés conformément aux conventions internationales sur les drogues.

### **Drogue et Education**

- Promouvoir l'éducation sur les drogues, réhabilitations et centre de traitements basée sur les preuves probantes ;
- Améliorer l'information, l'éducation et la communication / le changement de comportement (IEC / CCC) des mesures pour réduire la prévalence de la consommation de drogue;

### **Accès aux médicaments essentiels contre la douleur**

- Assurer la disponibilité des opiacés et des médicaments antidouleur sous contrôle international tels que prévus par les conventions de l'OMS;
- Promouvoir l'accès aux opiacés et aux médicaments antidouleur sous contrôle international tels que prévus par les conventions de l'OMS;

### **Civil Society Engagement and Support**

- Renforcer la collaboration entre la Société Civile et les autorités publiques dans la lutte contre le trafic, l'abus et la production; et
- Soutenir les organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur de la prévention, du traitement et de la réinsertion sociale en matière d'abus de drogues.

### **De la part des délégués de la Conférence de 2016**

Ce communiqué est fait à Accra, à ce jour du 20 janvier 2016

<b>S/N</b>	<b>Signee</b>	<b>Designation</b>	<b>Institution/Organisation</b>	<b>Country</b>
1.	Henry Tachie-Menson	Deputy Director	Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration	Ghana
2.	Abdulai Haruna Alhassan	Deputy Director	Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration	Ghana
3.	Elikem K. Ahadzi	Assistant Director	Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration	Ghana
4.	Yaw Akraasi-Sarpong	Executive Secretary	Narcotics Control Board (NACOB)	Ghana
5.	Michael Addo	Divisional Supervisor	Narcotics Control Board (NACOB)	Ghana
6.	Juddy Mensah	Head of Department	Narcotics Control Board (NACOB)	Ghana
7.	Sylvester Koomson	Central Regional Commander	NACOB	Ghana
8.	Adamu Mohammed	Focal Point Ghana	West Africa Drug Policy Network- Ghana Chapter	Ghana
9.	Mary Eyram Ashinyo	Public Health Physician	Mandela Washington Fellow	Ghana
10.	Aïda Sylla	Chef de la Division Santé Mentale	Ministry of Health	Senegal
11.	Aboulaye Bah	Directeur Adjoint des Affaires Criminelles et des Grâces Présidentielles	Ministry of Justice	Senegal
12.	Matar Diop	Coordonnateur du Comité Interministériel de Lutte Contre la drogue	Ministry of Interior	Senegal
13.	Idrissa Cissé	Directeur De l'Office Central De Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS)	Ministry of Interior	Senegal
14.	Saka Orou	Délégué Général du Comité Interministériel de Lutte Contre l'Abus de Stupéfiants et de Substances Psychotropes (DG-CILAS)	Ministry of Interior	Benin
15.	Woudecon Médard	Chef Office Central de Répression du Trafic Illicite de Drogue (OCERTID)	Ministry of Interior	Benin
16.	Ayemonna Houngan Claire	Président du comité provisoire des droits de l'homme	Human Right Institution	Benin
17.	Houinsou Dieudonné	Focal Point	West Africa Drug Policy Network – Benin Chapter	Benin

<b>S/N</b>	<b>Signee</b>	<b>Designation</b>	<b>Institution/Organisation</b>	<b>Country</b>
18.	Chukwumah, Gloria Modupe Omatie	Director HOD Food & Drug services Department	Federal Ministry of Health	Abuja - Nigeria
19.	Morie Lengor	Director of Crime Services/ Chairman of transnational organised crime	Ministry of Interior	Sierra Leone
20.	Albert Macauley	Head of Human Resource of Sierra Leone Drug Law Enforcement Agency (NDLEA )	Ministry of Interior	Sierra Leone
21.	Augustine Sheku	Permanent Secretary	Ministry of Internal Affairs and Immigration Department	Sierra Leone
22.	Krouma Mamadou	Secrétaire Général du Comité Interministériel de Lutte Anti-Drogue (CILAD)	Minister of Interior	Cote d'Ivoire
23.	Binata Abdouramane	Directeur de la Police des Stupéfiants et des Drogues (DPSD)	Minister of Interior	Cote d'Ivoire
24.	Francisco Julio Sanha	Chief of the National Committee on Drugs	Ministry of Justice	Guinea Bissau
25.	Badilé Paulo Sanca	Police Judiciaire	Ministry of Interior	Guinea Bissau
26.	Eloisa Borges	The Executive Secretary of the National Commission on Drugs	Ministry of Justice	Cape Verde
27.	Tall Aguibou	Coordinateur National du Comité Interministeriel de lutte contre la Drogue	Ministry of Interior	Guinea
28.	Camara Farimba	Directeur Général de l'office Central Anti-Drogue (OCAD)	Ministry of Interior	Guinea
29.	Esther Grant	Division of Rehabilitation at the Ministry of Health	Ministry of Health	Liberia
30.	Anthony Souh	Director General of Liberia Drug Enforcement Agency (LDEA)	Ministry of Interior	Liberia
31.	Olubusayo Akinola	Programme Officer - Drug Demand Reduction	Economic Community Of West African States (ECOWAS)	Nigeria
32.	Idrissa Ba	WACD Commissioner	West Africa Commission on Drugs (WACD)	Senegal

<b>S/N</b>	<b>Signee</b>	<b>Designation</b>	<b>Institution/Organisation</b>	<b>Country</b>
33.	Alpha Abdoulaye Diallo	WACD Commissioner	West Africa Commission on Drugs (WACD)	Guinea
34.	Christine Kafando	WACD Commissioner	West Africa Commission on Drugs (WACD)	Burkina
35.	Cheikh Toure	Regional Programme Coordinator	United Nation Office on Drugs and Crime	Nigeria
36.	Babacar Diouf	Experts on Drug and Prevention Health	United Nation Office on Drugs and Crime	Senegal
37.	Lansana Gberie	UNGASS Consultant	Open Society Foundations	Sierra Leone
38.	Isidore S. Obot	Executive Director	Centre for Research and Information on Substance Abuse in Africa (CRISA)	Nigeria
39.	Adeolu Ogunrombi	Regional Coordinator	West Africa Drug Policy Network (WADPN)	Nigeria
40.	Maria-Gorreti Ane	Africa Consultant	International Drug Policy Consortium (IDPC)	Ghana
41.	Nana Asantewa Afadzinu	Executive Director	West Africa Civil Society Institute (WACSI)	Ghana